



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2020

Rapport financier semestriel

1	Profil de Lydec	2
2	Faits marquants S1 2020	4
3	Synthèse de l'évolution des résultats	5
4	Analyse de la marge de distribution	6
5	Excédent Brut d'Exploitation	10
6	Autres produits et charges	10
7	Besoin en Fonds de Roulement	11
8	Flux de trésorerie	11
9	Bilan simplifié de Lydec au 30 juin 2020	12
10	Investissements	13
11	Actif circulant	14
12	Situation de la trésorerie nette	17
13	Financement LT	17
14	Passif circulant	18
15	Informations sur le capital de la société	21

1. Profil de Lydec

Mission

Créée en 1995, Lydec gère la distribution d'eau et d'électricité, la collecte des eaux usées et pluviales et l'éclairage public pour 5 millions d'habitants de la Région du Grand Casablanca (Maroc) dans le cadre d'un contrat de gestion déléguée d'une durée de 30 ans signé en 1997 entre l'Autorité Délégante (Communes de Casablanca, Mohammedia et Ain Harrouda), l'Autorité de tutelle (le Ministère de l'Intérieur) et le Déléguataire (Lydec). Le contrat arrive à échéance en 2027.

Valeurs

- Orientation Client
- Innovation
- Intégrité
- Solidarité

Données clés S1-2020

Actionnariat stable réparti entre SUEZ, RMA, Fipar-Holding et une part de flottant depuis son introduction à la Bourse de Casablanca en 2005

Capital social

800 MDhs

Chiffre d'affaires

3 382 MDhs

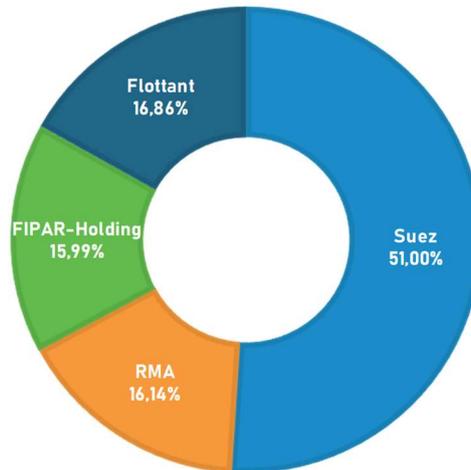
Résultat net

-26 MDhs

3 285

Collaborateurs

Répartition du capital au 11 juin 2020



SUEZ

Opérateur mondial dédié aux métiers de l'eau et de la propreté, présent sur cinq continents

RMA

Opérateur majeur du secteur de l'assurance, filiale du groupe FinanceCom.

FIPAR-Holding

Société d'investissement di groupe Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG)

Près de

17,8* milliards

de dirhams investis depuis 1997 au service du développement du Grand Casablanca et de la qualité du service aux clients

Plus de

1,33 million

de clients en eau

Plus de

1,06 million

de clients en électricité

Accessibilité des services
Interventions rapides
« dépannage »

24h/24 - 7j/7

Système de Management de la Qualité

Certifié selon les référentiels

NM ISO 9.001 • NM ISO 14.001
NM ISO 45001 • NM ISO 27.001
NM ISO 50001 • NM ISO 37001
NM ISO 29993

Double accréditation

NM ISO 17.025

Centre Technique de Métrologie et Laboratoire
Labelma

Reconnue

TOP PERFORMER RSE

en 2012, 2014, 2015, 2017, 2018 et 2019 par
Vigeo Eiris et intégration en 2017 du palmarès Best
Emerging Market Performers

de **Vigeo Eiris**

* Investissements de la Gestion Déléguée exprimés en TTC, y compris charges indirectes et peines & soins

Lydec est une société anonyme à Conseil d'Administration et soumise aux dispositions des lois relatives aux sociétés anonymes et aux sociétés faisant appel public à l'épargne.

Objet social

Lydec a pour objet social la réalisation du contrat de gestion déléguée, portant sur une délégation pendant trente ans des services de distribution d'eau potable, d'assainissement, de distribution d'électricité et de l'éclairage public.
L'Autorité Délégante confie en gestion déléguée ces services au Délégataire, qui accepte de les assurer dans les conditions stipulées par le contrat de gestion déléguée.

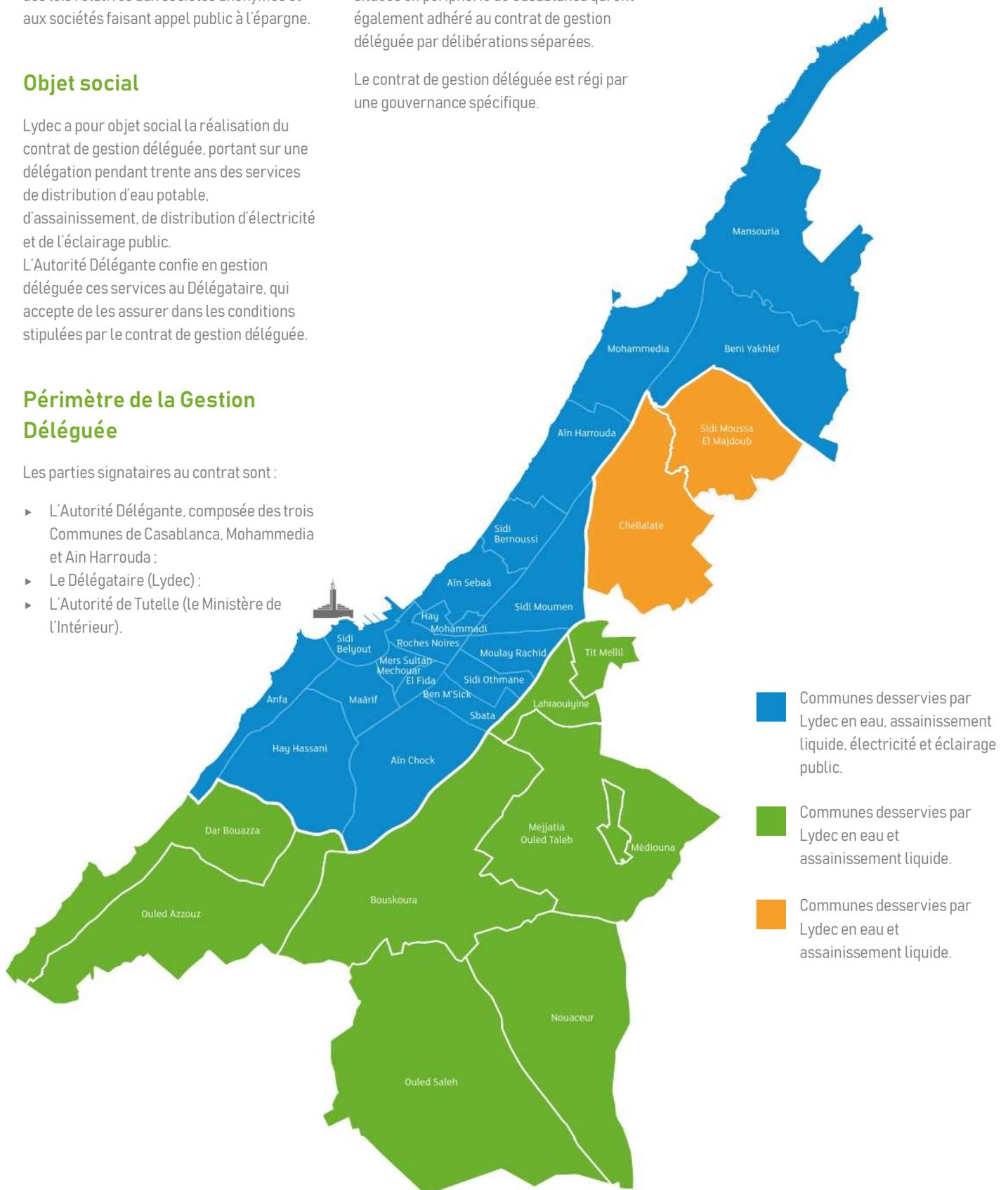
Lydec exerce ses missions sur le périmètre de l'Autorité Délégante et de 13 communes situées en périphérie de Casablanca qui ont également adhéré au contrat de gestion déléguée par délibérations séparées.

Le contrat de gestion déléguée est régi par une gouvernance spécifique.

Périmètre de la Gestion Déléguée

Les parties signataires au contrat sont :

- ▶ L'Autorité Délégante, composée des trois Communes de Casablanca, Mohammedia et Ain Harrouda ;
- ▶ Le Délégataire (Lydec) ;
- ▶ L'Autorité de Tutelle (le Ministère de l'Intérieur).



2. Faits marquants au 30 juin 2020

Covid-19 :

Le premier semestre 2020 a été principalement marqué par la crise sanitaire Covid 19 ayant imposé un état d'urgence sanitaire prolongé à l'échelle du Royaume (toujours en vigueur) et un confinement ayant duré plus de trois mois avec des conséquences économiques et sociales importantes :

- Baisse significative des ventes de l'électricité (i) aux industriels en raison de l'arrêt ou du ralentissement de l'activité de plusieurs unités industrielles, (ii) aux clients « Grand public » suite à la fermeture ou à la baisse d'activité des clients relevant de la catégorie cafés, restaurants, commerces...et (iii) au segment « Administrations » en lien avec les mesures de confinement,
- Diminution des ventes travaux et peines et soins y afférents en raison du ralentissement voire interruption de certains projets du fait d'une disponibilité limitée des ressources et des moyens nécessaires à leur réalisation,
- Chute des encaissements de tous les segments clients avec une incidence sur l'endettement de Lydec

Lydec s'est rapidement mobilisée pour mettre en place les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de service dans le respect des décisions des Autorités publiques. Pour atténuer les impacts financiers de cette pandémie, Lydec a :

- mis en œuvre un plan exceptionnel de réduction des dépenses d'exploitation,
- levé des financements moyen terme à hauteur de 1100 Mdhs tel qu'autorisé par le conseil d'administration sous forme :
 - d'un emprunt bancaire de 600 Mdhs sur 5 ans contracté et encaissé le 22 juillet 2020,
 - d'une émission obligataire par placement privé de 500 Mdhs, clôturé avec succès le 13 août 2020,
- décidé de sursoir à la distribution des dividendes au titre du résultat de 2019 et de l'affecter à une réserve facultative à distribuer le cas échéant avant la fin de l'année si sa situation économique le permet.

Lydec a également participé au fonds spécial pour la gestion de la pandémie Covid-19 pour un montant de 10 MDH.

Harmonisation du périmètre :

Ce dossier n'a pas connu d'avancement durant le premier semestre 2020.

Révision contractuelle du contrat de Lydec :

Poursuite des travaux de révision contractuelle durant le premier semestre 2020 et lancement des audits sur la période 2012-2020.

Révisions tarifaires :

Poursuite des discussions avec les Autorités concernant les révisions économiques 2018 et 2019. Le dossier n'ayant pas encore abouti, les impacts en termes de chiffre d'affaires supplémentaire n'ont pas été constatés dans les comptes arrêtés au 30 juin 2020.

Provision pour dépréciation des créances clients :

Augmentation de la provision client pour couvrir le risque de défaut de paiement des clients impactés par l'état d'urgence sanitaire lié à la pandémie COVID-19, principalement les clients industriels et les patentés.

3. Synthèse de l'évolution des résultats

En millions de dirhams	RE S1-2019	RE S1-2020	RE S1-2020	RE S1-2019	RE S1-2019
CA fluides	3 103	2 941	-	162	5.2%
CA travaux et autres recettes	490	441	-	49	10.1%
Chiffre d'affaires	3 593	3 382	-	212	5.9%
Marge de distribution	974	933	-	41	4.2%
Autres recettes	170	137	-	33	19.6%
Marge totale	1 145	1 070	-	75	6.5%
Charges d'exploitation hors coûts activés, redevances calculées, départs anticipés, impôts	-	628	-	617	1.7%
Indemnités départs anticipés	-	4	-	8	95.3%
Coûts activés	-	22	-	23	2.1%
Redevances calculées	-	77	-	73	5.1%
Impôts et taxes	-	3	-	5	85.4%
Total charges d'exploitation	-	688	-	679	1.3%
Excédent Brut d'Exploitation	456	391	-	66	14.4%
	En % du CA	12.7%		11.6%	
Dotations et reprises sur provisions	-	23	-	79	241.8%
Dotations aux amortissements	-	308	-	322	4.6%
Résultat opérationnel courant	126	10	-	135	107.7%
Résultat non courant	-	22	-	49	121.3%
Résultat financier	-	33	-	32	2.3%
Impôts sur les sociétés	-	46	-	33	28.9%
Résultat Net	69	26	-	95	137.6%
	En % du CA	1.9%		-0.8%	

Le chiffre d'affaires à fin juin s'élève à 3 382 Mdhs en retrait de 5.9% par rapport à 2019 impacté par les effets de la pandémie sur l'activité.

En millions de dirhams	RE S1-2019	RE S1-2020	RE S1-2020	RE S1-2019
Chiffre d'affaires fluides	3 103	2 941	-	162
Recettes et peines et soins travaux remboursables	173	157	-	16
Autres produits (dont paratarifaire)	132	103	-	28
Chiffre d'affaires Hors CA Fonds De Travaux	3 408	3 201	-	207
Facturation et peines et soins Fonds De Travaux	186	180	-	5
Total Chiffre d'affaires	3 593	3 382	-	212

Les ventes de fluides sont en baisse de 5.2% par rapport à 2019, imputable principalement aux ventes d'électricité aux industriels, aux clients patentés (café, restaurants...) et aux administrations.

Les ventes travaux remboursables ainsi que les peines et soins y afférents sont en baisse de 9.2% par rapport à 2019 également impactés par le ralentissement de chantiers lié à la crise sanitaire.

La facturation des travaux financés par le Fonds de Travaux ainsi que les peines et soins y afférents baissent de 2.7% par rapport à 2019 en corrélation avec l'avancement des réalisations FDT (Cf. 1.10)

La marge de distribution de 933 Mdhs en baisse de 41 Mdhs (-4.2%) par rapport à 2019 résultant principalement de la baisse des volumes d'électricité résultant de la crise sanitaire.

L'EBE ressort à 391 Mdhs, en retrait de 66 Mdhs (-14.4%) par rapport à 2019.

Le résultat opérationnel courant s'établit à -10 Mdhs en baisse de 135 Mdhs par rapport à 2019 résultant de l'augmentation de la provision client des dotations aux amortissements.

Le résultat non courant s'élève à 49 Mdhs, en hausse de 27 Mdhs par rapport à 2019.

Ainsi, le résultat net s'élève à -26 Mdhs comparé à 69 Mdhs à fin juin 2019 reflétant les impacts négatifs du Covid 19.

4 Analyse de la marge de distribution des fluides et des autres produits

4.1 MARGE DE DISTRIBUTION DES FLUIDES

En millions de dirhams	RE S1-2019	RE S1-2020	RE S1-2020 vs RE S1-2019	
Chiffre d'affaires				
Montant	3 103	2 941	-	5.2%
Chiffre d'affaires hors césure				
Montant	3 094	2 925	-	5.5%
Achats hors autoconsommation				
Montant	2 129	2 008	-	5.7%
Marge	974	933	-	4.2%
Evolution de la marge			-	41.3
effet volume			-	41.8
effet prix			-	2.4
effet prix de vente			-	1.7
effet prix d'achat			-	0.7
effet rendement			-	3.3
effet césure			-	6.3
Evolution du Chiffre d'affaires			-	162.6
effet volume			-	167.1
effet prix			-	1.7
effet césure			-	6.3

La marge de distribution de 933 Mdhs est en baisse de 4,2% par rapport à l'exercice 2019.

4.2 ELECTRICITE

En millions de dirhams	RE S1-2019	RE S1-2020	RE S1-2020 vs RE S1-2019
Chiffre d'affaires			
Volume (GWh)	1 901	1 737	- 8.6%
PMV	1.206	1.208	0.2%
Montant	2 292	2 099	- 8.5%
Chiffre d'affaires hors césure			
Volume (GWh)	1 897	1 733	- 8.6%
PMV	1.205	1.208	0.2%
Montant	2 287	2 093	- 8.5%
Achats hors autoconsommation			
Volume (GWh)	2 040	1 864	- 8.6%
PMV	0.808	0.808	0.0%
Montant	1 649	1 507	- 8.6%
Rendement			
Volume (en %)	93.1%	93.1%	0.0%
Marge	643	592	- 8.0%
Evolution marge			
			- 51.6
effet volume			- 55.2
effet prix			3.8
effet prix de vente			3.9
effet prix d'achat			- 0.1
effet rendement			0.2
effet césure			- 0.4

La marge de distribution électricité est en baisse de 51,6 Mdhs vs 2019.

Les volumes vendus (hors césure) sont en baisse de 8,6% vs 2019. Les volumes d'achats régressent de 8,6% vs 2019.

- ▶ Les ventes des clients MT (hors césure) sont en baisse de 15,1% vs. 2019 due au ralentissement de l'activité ou fermeture des industriels pendant le confinement.
- ▶ Les ventes aux particuliers (hors césure) sont en baisse de 2,4% vs 2019, due à la baisse de la consommation des clients patentés (café, restaurants...) pendant la période de confinement atténuée par la hausse de la consommation des clients domestiques.

L'effet prix (prix moyen de vente – prix moyen d'achat) ressort à +3,8 Mdhs vs 2019.

Le rendement à fin juin 2020 s'établit à 93,08% stable par rapport à 2019. Le rendement glissant sur 12 mois s'élève à 93,17%.

La césure est de +5,4 Mdhs contre +5,8 Mdhs sur la même période de 2019, soit un écart de -0,4 Mdhs.

4.3 EAU

En millions de dirhams	RE S1-2019	RE S1-2020	RE S1-2020 vs RE S1-2019
Chiffre d'affaires			
Volume (en Mm ³)	77	80	4.5%
PMV	8.246	8.188	- 0.7%
Montant	632	656	3.8%
Chiffre d'affaires hors césure			
Volume (en Mm ³)	77	79	3.5%
PMV	8.227	8.187	- 0.5%
Montant	630	649	3.0%
Achats hors autoconsommation			
Volume (en Mm ³)	99	104	4.2%
PMV	4.829	4.835	0.1%
Montant	480	501	4.3%
Rendement			
Volume (en %)	77.1%	76.6%	- 0.7%
Marge	152	155	1.9%

Evolution marge	2.9
effet volume	5.1
effet prix	- 3.8
effet prix de vente	- 3.2
effet prix d'achat	- 0.6
effet rendement	- 3.5
effet césure	5.1

La **marge de distribution eau** progresse de 2,9 Mdhs vs. 2019.

Les **volumes vendus** (hors césure) augmentent de 3,5% vs 2019. Les achats d'eau augmentent de 4,2% vs. 2019 :

- ▶ **Les ventes aux particuliers** augmentent de 6,1% vs. 2019 résultant d'une croissance moyenne du nombre de clients de 4,0% vs. 2019 et d'une consommation unitaire en hausse de 2,1% vs 2019 résultant du confinement et du mois de ramadan.
- ▶ **Les ventes aux industriels** sont en baisse de 8,1% vs 2019 dû à la baisse de l'activité ou fermeture des industriels pendant confinement.
- ▶ **Les ventes aux administrations** (hors césure) sont en baisse de 6,9% vs. 2019 en lien avec les mesures de confinement.

L'**effet prix** (prix moyen de vente – prix moyen d'achat) ressort à -3,8 Mdhs vs 2019.

Le **rendement** eau à fin juin 2020 s'établit à 76,57%, en baisse de 0,7 pt par rapport à juin 2019. Le rendement glissant sur 12 mois s'élève à 77,26%.

La **césure** est positive de 7,2 Mdhs contre +2,1 Mdhs sur la même période de 2019, soit un écart de +5,1 Mdhs.

4.4 ASSAINISSEMENT

En millions de dirhams	RE S1-2019	RE S1-2020	RE S1-2020 vs RE S1-2019	
Chiffre d'affaires				
Volume (en Mm ³)	74	78		5.4%
PMV	2.423	2.393	-	1.2%
Montant	179	186		4.1%
Chiffre d'affaires hors césure				
Volume (en Mm ³)	73	77		4.7%
PMV	2.424	2.392	-	1.3%
Montant	178	183		3.3%
Marge	179	186		4.1%

Evolution marge

			7.4
effet volume			8.3
effet prix		-	2.4
effet prix de vente		-	2.4
effet prix d'achat			
effet rendement			
effet césure			1.6

Le chiffre d'affaires assainissement liquide est en hausse de 7,4 Mdhs vs. 2019.

L'évolution des ventes est corrélée à celle de l'eau, à l'exception des ventes réalisées aux clients industriels non raccordés au réseau d'assainissement notamment SNEP et ONEE.

4.5 MARGE SUR LES AUTRES ACTIVITES

En millions de dirhams	RE S1-2019	RE S1-2020	RE S1-2020 RE S1-2019		
Chiffre d'affaires fluides	3 103	2 941	-	162	-5.2%
Marge de distribution	974	933	-	41	-4.2%
Autres recettes	170	137	-	33	-19.6%
dont Peines et soins Fonds de Travaux	8	14		6	71.6%
dont Marge travaux remboursables	46	27	-	19	-41.5%
dont Location, entretien compteurs	67	69		2	3.0%
dont Autres produits	50	28	-	22	-44.3%
Marge totale	1 145	1 070	-	75	-6.5%

Les peines et soins sur les investissements financés par le Fonds de Travaux sont en hausse de 6 Mdhs par rapport à 2019.

La marge sur travaux remboursables est en baisse de 19 Mdhs par rapport à 2019 soit -41.5%, suite à l'arrêt / ralentissement des chantiers lotissements en lien avec les mesures de confinement.

Location et entretien compteurs enregistre une légère hausse de 2 Mdhs par rapport à 2019, soit + 3%.

Les autres produits totalisent 28 Mdhs en baisse de 22 Mdhs par rapport à 2019 résultant principalement de l'arrêt de la coupure depuis le début de l'état d'urgence sanitaire.

5 Excédent Brut d'Exploitation

En millions de dirhams	RE S1-2019	RE S1-2020	RE S1-2020	RE S1-2019
Marge totale	1 145	1 070	- 75	-6.5%
Coûts opérationnels (hors indemnités de départ) (1)	- 89	- 86	3	3.3%
Charges du personnel (a)	- 50	- 51	1	1.3%
Charges hors masse salariale (c)	- 39	- 36	4	9.2%
Fraits généraux (hors indemnités de départ) (2)	- 538	- 531	7	1.4%
Charges du personnel (b)	- 376	- 362	14	3.8%
Autres charges (d)	- 162	- 169	7	4.1%
Charges du personnel (hors indemnités de départ) (a+b)	- 426	- 412	14	3.2%
Total autres charges	- 201	- 205	3	1.5%
Charges d'exploitation hors coûts activés, redevances calculées, départs anticipés & impôts (1+2)	- 627	- 617	10	1.7%
Indemnités de départ	- 4	- 8	4	95.3%
Redevances et frais SPC	- 77	- 73	4	5.1%
Coûts activés	- 22	- 23	0	2.1%
Impôts et taxes	- 3	- 5	2	85.4%
Total charges d'exploitation	- 688	- 679	9	1.3%
EBE	457	391	- 66	- 14.4%

Les charges d'exploitation hors redevances, hors coûts activés, hors indemnités de départ sont en baisse de 1.7% par rapport à l'année dernière, résultant du renforcement du plan de rigueur sur les charges d'exploitation : en plus des économies résultant des départs anticipés, des gains de productivité issus des projets de performance. Lydec a gelé les dépenses et a limité les recrutements aux postes critiques pour atténuer les impacts économiques négatifs de la pandémie sur l'activité.

Les redevances sont en baisse de 5.1% par rapport à 2019.

Les coûts activés sont quasi stables.

L'EBE ressort à 391 Mdhs, en baisse de 66 Mdhs (-14.4%) par rapport à 2019.

6 Autres produits et charges

En millions de dirhams	RE S1-2019	RE S1-2020	RE S1-2020	RE S1-2019
Chiffre d'affaires	3 593	3 382	- 212	- 5.9%
Total charges d'exploitation	- 688	- 679	9	1.3%
Excédent Brut d'Exploitation	456	391	- 66	- 4.7%
Dotations et reprises sur provisions	- 23	- 79	56	241.8%
Dotations aux amortissements	- 308	- 322	14	4.6%
Résultat opérationnel courant	126	10	- 135	- 107.7%
Résultat non courant	22	49	27	121.3%
Résultat financier	- 33	- 32	1	2.3%
Impôts sur les sociétés	- 46	- 33	13	28.9%
Résultat Net	69	26	- 95	- 137.6%

Le solde des dotations et reprise de provisions totalise -79 Mdhs en hausse par rapport à 2019 résultant de l'augmentation de la dotation aux provisions clients en lien avec les effets négatifs de la pandémie.

Les dotations aux amortissements s'élèvent à -322 Mdhs en augmentation de 14 Mdhs comparées à 2019 soit +4.6%.

Le résultat non courant 2020 s'élève à 49 Mdhs. Il intègre la contribution au fonds marocain COVID-19.

Le résultat financier est de -32 Mdhs en légère amélioration par rapport à 2019.

Le résultat net s'élève à -26 Mdhs comparé à 69 Mdh à fin juin 2019 reflétant les effets négatifs de la pandémie cités ci-dessus.

7. Besoin en Fonds de Roulement

	Arrêté juin-2019	Arrêté déc-2019	Arrêté juin-2020	Variation	Variation
<i>En millions de dirhams</i>	(1)	(2)	(3)	(3) - (2)	(3) - (1)
Actif circulant	3 176	3 217	3 858	641	683
Passif circulant	3 874	3 968	3 577	-392	-297
BFR	-698	-751	281	1 033	980
Dividendes à payer	196				-196
BFR retraité des dividendes à payer	-502	-751	281	1 033	784

Le besoin en fonds de roulement retraité des dividendes est positif de 281 Mdhs contre -502 Mdhs au 30 juin 2019, soit en dégradation de 784 Mdhs, impacté négativement par le retard des encaissements de tous les segments clients en lien avec la pandémie. Il est en retrait de 1 033 Mdhs par rapport au 31 décembre 2019 résultant principalement de :

- ▶ La hausse des créances clients pour 967 Mdhs (Cf. 11.2).
- ▶ La baisse des dettes fournisseurs pour 253 Mdhs (Cf. 14.1).

8. Flux de trésorerie

	Arrêté juin-2019	Arrêté juin-2020	Variation
<i>En millions de dirhams</i>	(1)	(2)	(2) - (1)
Capacité d'autofinancement	377	296	-80
Variation dépôt de garantie	16	12	-4
Variation de BFR (*)	81	-1 033	-1 114
Investissements	-171	-157	14
Subventions d'investissement	0	0	-
Free Cash Flow	303	-882	-1 185
Dividendes	-196	0	196
Free Cash Flow net des dividendes	107	-882	-989
Dettes nettes d'ouverture (31/12/N-1)	1 211	956	-255
Dettes nettes de clôture	1 104	1 838	734

(*) retraité des dividendes à payer

La capacité d'autofinancement s'élève à 296 Mdhs soit une diminution de -80 Mdhs par rapport au premier semestre 2019 due à :

- ▶ La baisse de l'EBE de 66 Mdhs ;
- ▶ La baisse de l'IS de 13 Mds.

Le cash-flow libre est négatif de -882 Mdhs. Il est en dégradation de -1185 Mdhs par rapport à juin 2019 sous l'effet de :

- ▶ La baisse de la CAF pour -80 Mdhs ;
- ▶ La dégradation de la variation du BFR pour -1114Mdhs ;
- ▶ La baisse des investissements pour +14 Mdhs.

L'endettement net s'établit à 1838 Mdhs en hausse de 734 Mdhs par rapport au 30 juin 2019. Le ratio dette nette/ EBE s'établit à 4,70 en juin 2020 vs. 2,42 en juin 2019.

9. Bilan simplifié de Lydec au 30 juin 2020

Actif	En millions de dirhams		Passif	En millions de dirhams	
	déc-19	juin-20		déc-19	juin-20
Domaine concédé net	12 761	12 626	Droits de l'Autorité Délégante	12 761	12 626
Fonds de retraite (valeurs)	145	73	Fonds de retraite (dettes)	145	73
			Financement retraite- principal	2 614	2 311
			Dettes de l'Autorité Délégante	-2 614	-2 311
Total Actif - Domaine Délégué	12 906	12 699	Total Passif - Domaine Délégué	12 906	12 699
Actif Immobilisé			Financement Permanent		
Financement Lydec : Brut	9 439	9 592	Capital Social	800	800
Financement Lydec : Amort	-5 508	-5 809	Réserve légale	80	80
Financement Lydec : Net	3 931	3 784	Autres réserves	-	169
			Report à nouveau	760	760
			Résultat de la période	169	-26
			Capitaux propres	1 809	1 783
			Subventions d'Investissement	7	7
			Capitaux Propres Assimilés	7	7
Actif Immobilisé domaine privé : Brut	1 171	1 175			
Actif Immobilisé domaine privé : Amort	-1 063	-1 083	Financement LT et Emprunts	590	535
Actif Immobilisé domaine privé : Net	108	91	Dépôts de garantie clients	518	530
Immobilisations Financières	2	2	Provisions pour Risques et Charges		
Total Actif Immobilisé - Domaine Privé	4 041	3 876	Financement permanent	2 924	2 855
Actif Circulant hors fonds externes	2 695	3 647	Passif Circulant hors Fond de Travaux	3 730	3 509
Fonds externes	406	211	Fonds de Travaux	123	68
Total actif circulant	3 102	3 858	Total passif circulant	3 853	3 577
Trésorerie - Actif	199	94	Trésorerie - Passif	565	1 397
Total Actif - Domaine Privé	7 342	7 828	Total Passif - Domaine Privé	7 342	7 828
Total Général ACTIF	20 248	20 527	Total Général PASSIF	20 248	20 527

La structure du bilan de Lydec au 30 juin 2020 est caractérisée par :

- ▶ **Des capitaux propres** de 1 783 Mdhs en baisse de 26 Mdhs par rapport au 31 décembre 2019 après affectation en réserve facultative du résultat 2019.
- ▶ **Un fonds de roulement** négatif de -1022 Mdhs en augmentation de 96 Mdhs par rapport au 31 décembre 2019 intégrant le remboursement des emprunts pour 55 Mdhs.
- ▶ **Un besoin en fonds de roulement** de 281 Mdhs contre -751 Mdhs en 2019.
- ▶ **Un endettement net** de 1 838 Mdhs en hausse de 882 Mdhs par rapport au 31 décembre 2019 (956 Mdhs).

10. Investissements

Le tableau ci-dessous présente la situation des investissements par type de financement au 30 juin 2020.

En millions de dirhams	Arrêté juin-2019 (1)	Arrêté juin-2020 (2)	Variation (2) - (1)	Budget (V1) 2020 (3)	Taux d'avancement (2) / (3)
Déléataire (y compris frais indirects)	171	158	-13	453	35%
Domaine concédé	161	154	-7	431	36%
Domaine privé	6	2	-4	19	11%
Charges à répartir	4	2	-2	3	67%
Fonds de travaux (y compris peines & soins et TVA)	213	217	4	560	39%
Tiers	127	105	-22		
Total	511	480	-31	1 013	

Les investissements financés par le déléataire s'élèvent à 158 Mdhs à fin juin 2020 contre 171 Mdhs au premier semestre 2019, soit une baisse de 13 Mdhs.

Par chapitre, ils se répartissent ainsi :

En millions de dirhams	Arrêté juin-2019 (1)	Arrêté juin-2020 (2)	Variation (2) - (1)
Infrastructure	48	70	22
Répartition & Distribution	35	23	-12
Renouvellement	71	63	-8
Moyens d'exploitation	17	2	-15
Déléataire (y compris frais indirects)	171	158	-13

Les investissements financés par le Fonds de Travaux s'élèvent à 217 Mdhs quasi-stables par rapport au premier semestre 2019 (+ 4 Mdhs).

Les investissements financés par le FDT se répartissent comme suit :

En millions de dirhams	Arrêté juin-2019 (1)	Arrêté juin-2020 (2)	Variation (2) - (1)
Infrastructure	85	127	42
Répartition & Distribution	128	90	-38
Fonds de travaux (y compris peines & soins et TVA)	213	217	4

Les investissements financés par les tiers s'élèvent à 105 Mdhs en baisse de 22 Mdhs rapport à la même période en 2019 (127 Mdhs).

11. Actif circulant

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté déc-2019 (1)	Arrêté juin-2020 (2)	Variation (2) - (1)
Actif Circulant			
Stock	33	57	24
Provision pour dépréciation stock	-11	-11	0
Compte Clients	2 193	3 159	967
Provisions Créances douteuses	-398	-471	-73
Personnel Débiteur	62	54	-7
Etat débiteur	230	246	17
Débiteur CUC (Retraites)	362	384	22
Débiteurs Divers	226	228	2
Compte Trésorerie Fonds de travaux	311	198	-113
Compte Trésorerie PIN, CDG, INMAE	95	13	-82
Total actif circulant	3 102	3 858	757

11.1 STOCKS

Les stocks s'élèvent à 57 Mdhs en hausse de 24 Mdhs par rapport au 31 décembre 2019. Cette hausse est expliquée par le besoin de constituer un stock de sécurité des articles nécessaires à la continuité d'exploitation (compteurs, câbles...), afin de se prémunir contre toute éventuelle pénurie de ces articles sur le marché national suite à l'état d'urgence sanitaire lié à la pandémie COVID-19.

La provision pour dépréciation des stocks a été mise à jour et n'a pas connu de variation significative au 30 juin 2020.

11.2 COMPTE CLIENTS

La structure des créances clients au 30 juin 2020 s'établit comme suit :

En millions de dirhams	Arrêté juin-2019 (1)	Arrêté déc-2019 (2)	Arrêté juin-2020 (3)	Variation (3) - (2)	Variation (3) - (1)
Collectivités	286	180	290	110	4
Administrations	130	120	131	11	1
Offices, Régies, ...	71	75	81	6	10
Administrations, Collectivités, ORD	486	375	501	126	15
Créance Conso Particuliers	526	495	1.142	647	616
Créance Conso Bidonvilles	305	313	328	15	23
Créance Conso Industriels	115	99	276	177	161
Créance Diverse et Labelma	44	46	48	2	4
FAE Consommations	337	357	316	-40	-21
Créance Conso Particuliers et Industriels	1.328	1.310	2.111	801	783
Créances relatives aux consommations fluides	1.814	1.685	2.612	927	798
Créance Travaux Particuliers	0	1	1	1	1
Créance Travaux ADM, CL et ORD (hors Lotissements, yc Tramway)	45	84	94	9	49
Créance Travaux Industriels	12	12	12	0	0
Créance Travaux Lotissements	141	170	156	-14	15
FAE Travaux	270	211	261	50	-9
Créance Travaux	468	478	524	45	56
Effets à recevoir	24	30	24	-6	0
Produits accessoires	-	-	-	-	-
Fraudes	-	-	-	-	-
Total Créance Clients Brute	2.305	2.193	3.159	967	854

Au 30 juin 2020, les créances clients brutes s'élèvent à 3 159 Mdhs et enregistrent une hausse de 967 Mdhs par rapport à la situation à fin décembre 2019.

Créances relatives aux consommations de fluides : +927 Mdhs

- ▶ Les créances sur les particuliers en hausse de 647 Mdhs par rapport à fin décembre 2019. Cette variation expliquée par le retard d'encaissement des créances clients suite à l'état d'urgence sanitaire lié à la pandémie COVID-19, et en application des décisions des autorités publiques de suspendre les activités clientèles (relève des compteurs, distribution des factures, encaissements à domicile, coupures, ...) ainsi que d'octroyer des facilités de paiements de six mois pour les créances issues de la période du confinement.
- ▶ Les créances sur les industriels sont en hausse de 177 Mdhs par rapport à fin décembre 2019, également impactées par la pandémie.
- ▶ Les créances sur les collectivités en hausse de 110 Mdhs expliquée par la facturation des consommations au titre du premier semestre 2020 pour 171 Mdhs et l'encaissement des factures du quatrième semestre 2019 relatives aux arriérés de consommation des Communes de Casablanca et Mohammedia respectivement pour 24 Mdhs et 26 Mdhs.
- ▶ Les créances sur les bidonvilles en hausse de 15 Mdhs. Cette augmentation est expliquée par le retard du plan de recasement.
- ▶ Les créances sur les administrations en hausse de 11 Mdhs par rapport à l'année 2019.

Créances relatives aux travaux : +45 Mdhs

- ▶ Les FAE travaux en hausse de 50 Mdhs due principalement à la constatation des travaux annexes d'aménagement urbain réalisés pour le compte de la CUC, des travaux de sous voiries (Casa Aménagement) ainsi que la déviation du réseau Tram T3/T4 et BHNS (Casa Transport).

12. Situation de Trésorerie nette

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté juin-2019 (1)	Arrêté déc-2019 (2)	Arrêté juin 2020 (3)	Variation (3) - (2)	Variation (3) - (1)
Trésorerie Lydec					
Placements OPCVM	-	-	-	-	-
Banques et Valeurs à encaisser	170	14	-454	-467	-624
Crédits de Trésorerie	-550	-380	-850	-470	-300
Caisses	1	0	1	0	0
Trésorerie nette	-379	-366	-1 303	-937	-924

Au 30 juin 2020, la **trésorerie nette** est de -1303 Mdhs en dégradation de 937 Mdhs par rapport à décembre 2019 à cause du retard des encaissements de tous les segments clients en lien avec la pandémie COVID-19.

13. Financement LT

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté juin-2019 (1)	Arrêté déc-2019 (2)	Arrêté juin-2020 (3)	Variation (3) - (2)	Variation (3) - (1)
Emprunt obligataire	560	480	480	0	-80
Emprunt CMT	165	110	55	-55	-110
Financement LT et emprunt	725	590	535	-55	-190

Le **financement Long Terme** est en baisse de 190 Mdhs par rapport à juin 2019, il est constitué de deux emprunts :

- ▶ Un emprunt obligataire levé en juillet 2010 pour 1 200 Mdhs remboursable annuellement par amortissements constants de 80 Mdhs sur 15 ans. Le solde de cet emprunt au 30 juin 2020 est de 480 Mdhs après remboursement de la neuvième échéance en juillet 2019.
- ▶ Un emprunt bancaire contracté en septembre 2013. Cet emprunt décaissable en 5 tirages et remboursable sur 7 ans totalise 55 Mdhs au 30 juin 2020.

14. Passif circulant

Au 30 juin 2020, le passif circulant se décompose comme suit :

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté déc-2019 (1)	Arrêté juin-2020 (2)	Variation (2) - (1)	En %
Passif Circulant				
Fournisseurs	2.303	2.049	-253	-11%
Personnel	55	56	1	3%
Organisme sociaux	3	10	7	230%
Etat	701	620	-81	-12%
Clients créditeurs	198	275	77	39%
Créditeur RAD	13	13	0	>100%
Autres Crédeurs	402	425	22	6%
Provisions Risques et charges	54	60	6	11%
Fonds de Travaux	123	68	-55	-45%
Total passif circulant	3.853	3.577	-276	-7%

14.1 FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

<i>En millions de dirhams</i>	Arrêté juin-2019 (1)	Arrêté déc-2019 (2)	Arrêté juin-2020 (3)	Variation (3) - (2)	Variation (3) - (1)
Fournisseurs de fluides	1 281	1 280	1 208	-72	-72
ONEE, Branche électricité	925	931	774	-157	-151
ONEE, Branche eau	266	261	337	75	70
SEOER	89	88	98	9	8
Autres fournisseurs locaux	254	249	140	-110	-114
Fournisseurs étrangers	1	2	1	-1	0
Fournisseurs partenaires	1	1	1	0	0
Autres fournisseurs (FNP, RG...)	550	770	699	-71	149
Total	2 087	2 303	2 049	-253	-38

Le compte fournisseurs a connu une baisse de 253 Mdhs et s'établit à 2 049 Mdhs contre 2 303 Mdhs au 31 décembre 2019, cette baisse est expliquée principalement par l'effet combiné de :

- ▶ La baisse de la dette des fournisseurs locaux (hors achats de fluides) ainsi que la dette fournisseurs Factures Non Parvenues et des retenues de garanti respectivement pour 110 Mdh et 71 Mdhs suite au gel de certaines dépenses pour faire face à la baisse d'activité lié à l'état d'urgence sanitaire COVID-19 ;
- ▶ La baisse de la dette ONEE branche électricité en corrélation avec la baisse des achats électricité due principalement à la baisse d'activité et la fermeture des clients industriels pendant le confinement.
- ▶ La hausse de la dette SEOER et ONEE branche eau en corrélation avec la hausse des achats eau du principalement à l'accroissement de la consommation des ménages pendant la période du confinement.

Lydec règle ses fournisseurs en moyenne entre 60 et 90 jours ; l'essentiel de ses achats étant encadrés par des marchés et des commandes.

14.2 FONDS DE TRAVAUX

Le solde du compte Fonds de Travaux a baissé de 55 Mdhs expliqué par des mouvements de recettes à hauteur de 262 Mdhs et des dépenses de 317 Mdhs, expliqués comme suit :

En millions de dirhams	Flux exercice 2018	Flux 1er semestre 2019	Flux exercice 2019	Flux 1er semestre 2020
Dépenses :				
Investissements	449	213	622	217
Travaux tiers transférés	-	-	-	-
Prélèvements Fonds de retraite	192	118	205	87
Dépenses de fonctionnement	-	-	-	-
Redevances d'occupation du Domaine Public et servitudes	3	3	3	6
Créance Ville PI-BI, Ecp P1 CUC, autres	11	9	11	5
Ajustements tarifaires : compensations des revalorisations salariales	-	-	-	-
Charges liées à l'emprunt obligataire	1	-	1	-
Régularisations des dépenses	-	-	1	2
Total Dépenses	655	343	841	317
Recettes :				
Participations Facturées	802	338	634	277
Variation des impayés sur participations	-56	71	66	-32
Contributions des bénéficiaires	16	7	15	6
Subventions reçues et à recevoir	14	2	73	3
Autres produits	2	7	7	5
Produits financiers	2	4	7	3
Régularisations des recettes	-	-	-	-
Total Recettes	781	429	802	262
Variation Compte FDT	125	86	-40	-55
Solde initial FDT	38	163	163	123
Solde final FDT	163	249	123	68

Dépenses du Fonds de travaux :

- ▶ **Les dépenses d'investissement FDT** à fin juin 2020 s'élèvent à 217 Mdhs en hausse de 3 Mdhs par rapport à la même période de 2019. Cette variation est expliquée par la poursuite des travaux relatifs aux grands projets lancés en 2019 notamment :
 - L'assainissement pluvial au niveau de la RN1 ;
 - L'assainissement des eaux pluviales et usées de la zone TAMARIS ;
 - Les raccordements sociaux réalisés dans le cadre INDH.
- ▶ **Le prélèvement Fonds de retraite** s'élève à 87 Mdhs correspondant à l'emprunt obligataire contracté pour le financement de la retraite.

Recettes du Fonds de travaux :

- ▶ **Les participations facturées** au titre du premier semestre 2020 s'élèvent à 277 Mdhs en baisse de 61 Mdhs par rapport au premier semestre 2019. Ces participations sont réparties entre Lotisseurs (196 Mdhs), Particuliers (72 Mdhs), Industriels (6 Mdhs) et Administrations (3 Mdhs). Cette baisse est expliquée par l'absence des grands projets de lotissements durant le premier semestre en lien avec la pandémie.
- ▶ **Les participations encaissées** au titre du premier semestre 2020 s'élèvent à 250 Mdhs en baisse de 156 Mdhs par rapport à la même période en 2019 en lien avec la pandémie.

15. Informations sur le capital de la société

1.15.1 REPARTITION DU CAPITAL

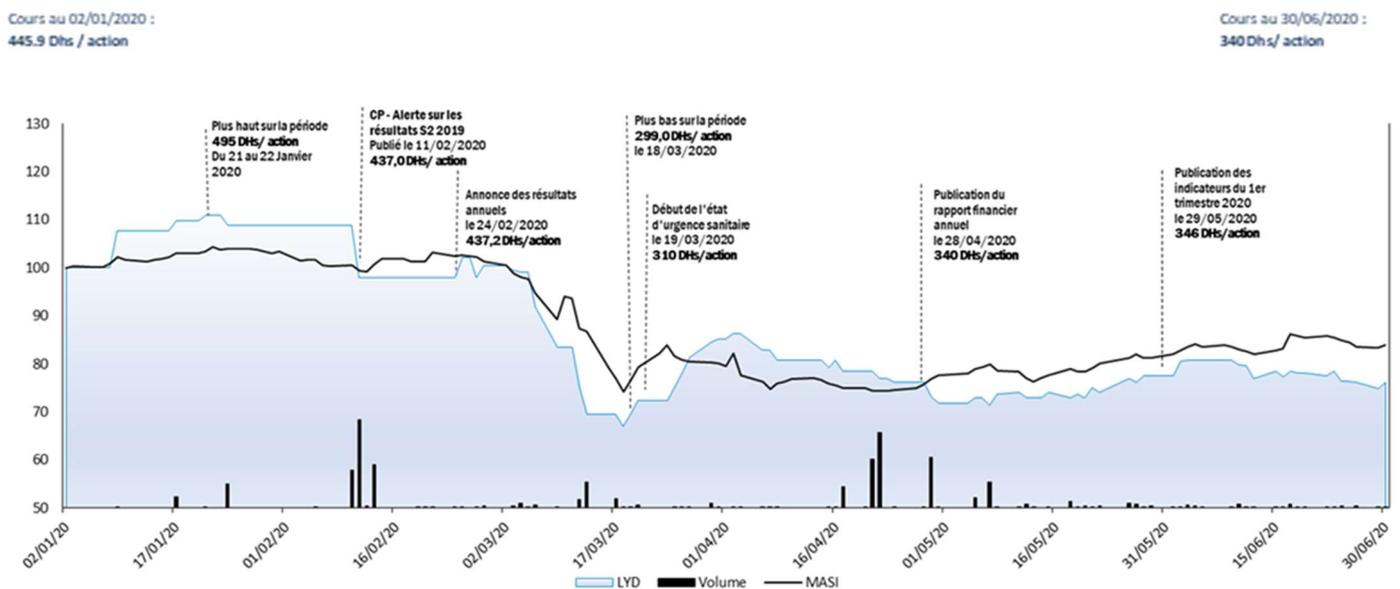
Arrêté suite à l'AGO du 11 juin 2020	Nombre d'actions	%
SUEZ	4.080.000	51,00%
FIPAR HOLDING	1.279.499	15,99%
RMA	1.291.573	16,14%
Flottant	1.348.928	16,86%
Total	8.000.000	100,0%

SUEZ : Opérateur mondial dédié aux métiers de l'eau et des déchets, présent sur les cinq continents.

Fipar-Holding : Fonds d'investissement du groupe Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG)

RMA : Opérateur majeur du secteur de l'assurance, filiale du groupe FinanceCom.

1.15.2 EVOLUTION DU COURS LYDEC VS EVOLUTION DU MASI DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2020 (BASE 100)



Au 30 juin 2020, le cours de l'action Lydec a affiché une baisse de 24% par rapport à 2019 à un niveau de cours de 340,0 Dhs / action, correspondant à une capitalisation boursière de 2 720 M MAD. Du côté du MASI, celui-ci a enregistré une contre-performance de 16% pour clôturer la même période à un niveau de 10169 pts. Cette baisse est expliquée par la réaction du marché face aux impacts de la pandémie « COVID-19 ».

Le niveau de volumétrie du titre est également en baisse avec un cumul d'échanges durant le 1er semestre de l'année de 36 M MAD, comparé à un total de 51 M MAD observé sur la même période une année auparavant soit une diminution de 28 %. Le MASI a quant à lui enregistré une hausse de 44% au niveau des volumes échangés sur le Marché Central, clôturant le semestre sur un total de 21 Md MAD.

Le nombre de titres échangés a suivi la même tendance, affichant une baisse de 13%, passant de 111 097 actions une année auparavant à 96618 à fin juin 2020.

2

Comptes sociaux semestriels de Lydec au 30 juin 2020

2.1	Bilan actif	23
2.2	Bilan passif	24
2.3	Comptes de produits et de charges	25
2.4	Etat des soldes de gestion (ESG)	26
2.5	Tableau de financement de l'exercice	27
2.6	Principales méthodes d'évaluation	28
2.7	Etat des dérogations	29
2.8	Tableau des provisions	29
2.9	Etat du Fonds De Travaux	29
2.10	Attestation des contrôleurs des comptes	30

2.1 Bilan Actif

Bilan actif - en dirhams	30 juin 2020			31 décembre 2019
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
I - A - Actif immobilisé domaine concédé	28.482.818.634,6	15.783.909.458,8	12.698.909.175,7	12.906.353.717,0
Immobilisations terminées				
Immobilisations renouvelables récupérées auprès CUC	4.501.314.340,8	4.495.784.705,2	5.529.635,6	6.824.346,1
Immobilisations financées par fonds de travaux	5.577.478.715,2	2.560.592.745,7	3.016.885.969,5	3.013.688.841,5
Immobilisations financées par LYDEC	9.053.810.882,2	5.471.862.075,1	3.581.948.807,1	3.547.230.783,0
Immobilisations financées par les tiers	2.221.207.439,0	1.408.330.498,7	812.876.940,3	786.269.945,2
Immobilisations recues gratuitement	4.190.049.759,2	1.847.339.434,1	2.342.710.325,1	2.511.114.219,4
Immobilisations en cours				
Immobilisations en cours financées par Fonds de travaux	1.746.803.548,0		1.746.803.548,0	1.699.133.285,6
Immobilisations en cours financées par Lydec	538.463.656,9		538.463.656,9	634.221.693,3
Immobilisations en cours financées par Les Tiers	580.937.435,4		580.937.435,4	562.864.190,0
Fonds de retraite	72.752.857,9		72.752.857,9	145.006.412,9
I - B - Actif immobilisé domaine privé	10.768.410.647,4	6.892.023.797,0	3.876.386.850,5	4.040.975.992,9
Immobilisations en non valeur	427.523.561,8	409.101.327,0	18.422.234,8	20.950.589,7
Frais préliminaires	-	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	427.523.561,8	409.101.327,0	18.422.234,8	20.950.589,7
Prime de remboursement des obligations	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	9.703.329.116,6	5.908.133.043,9	3.795.196.072,7	3.945.624.881,7
Immobilisations en recherche et développement	548.346,6	548.346,6	-	-
Brevet, marques, droits . et valeurs similaires	110.506.230,9	98.840.764,3	11.665.466,7	14.710.282,0
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles (Financement délégataire)	9.592.274.539,1	5.808.743.933,1	3.783.530.606,0	3.930.914.599,8
Immobilisations corporelles	635.936.007,3	574.789.426,0	61.146.581,3	72.616.926,2
Terrains	-	-	-	-
Constructions	1.149.165,4	1.053.766,5	95.398,9	103.348,9
Matériel et outillage	333.009.736,2	304.767.126,9	28.242.609,3	34.540.197,9
Matériel de transport	67.375.608,0	60.206.117,5	7.169.490,5	8.541.419,9
Matériel mobilier de bureau	46.755.054,2	45.574.071,5	1.180.982,7	1.411.893,5
Matériel informatique	173.242.092,5	148.797.742,6	24.444.349,9	27.989.816,2
Autres immobilisations corporelles	14.404.351,0	14.390.601,1	13.750,0	30.250,0
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Immobilisations financières	1.621.961,6	-	1.621.961,6	1.783.595,3
Prêts et créances immobilisées	1.621.961,6	-	1.621.961,6	1.783.595,3
Titres de participation	-	-	-	-
Ecarts de conversion				
Diminution des créances financières	-	-	-	-
Augmentation des dettes de financement	-	-	-	-
Total I - Actif immobilisé DC & DP	39.251.229.282,0	22.675.933.255,8	16.575.296.026,2	16.947.329.709,9
II - Actif circulant (Hors trésorerie)				
Stocks (F)	56.736.157,1	10.891.502,9	45.844.654,1	22.450.310,5
Matière et fournitures consommables	56.736.157,1	10.891.502,9	45.844.654,1	22.450.310,5
Créances de l'Actif Circulant (G)	4.092.064.039,0	490.604.345,2	3.601.459.693,7	2.673.039.570,2
Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	48.238.583,0		48.238.583,0	57.995.831,1
Clients et comptes rattachés	3.159.233.575,1	470.524.676,2	2.688.708.899,0	1.794.557.587,6
Personnel débiteur	54.476.171,0		54.476.171,0	61.554.714,4
Etat débiteur	246.247.871,0		246.247.871,0	229.526.151,9
Comptes d'associés débiteurs	-		-	-
Autres débiteurs	525.618.132,5	20.079.669,0	505.538.463,5	483.347.258,3
Comptes de régularisation actif	58.249.706,3		58.249.706,3	46.058.026,9
Titres et Valeurs de Placement (H)	170.000.000,1		170.000.000,1	295.000.000,1
Bons de Trésor (Fonds de Travaux)	170.000.000,0		170.000.000,0	295.000.000,0
Placements LYDEC	0,1		0,1	0,1
Ecarts de Conversion actif circulant (I)	-	394,2	-	973,2
(Elément circulants)				
Total II - Actif circulant (F + G + H + I)	4.318.799.801,9	501.495.848,1	3.817.303.953,8	2.990.490.854,0
III - Trésorerie actif				
Chèques et Valeurs à encaisser	97.388.706,3	4.395.283,2	92.993.423,1	183.415.423,0
Fonds externes	40.894.623,0		40.894.623,0	111.091.483,9
Banques	176.392,7		176.392,7	16.236.547,5
Caisses	702.861,0		702.861,0	316.025,5
Total III - Actif circulant (F + G + H + I)	139.162.583,0	4.395.283,2	134.767.299,8	311.059.480,0
Total général actif	43.709.191.666,9	23.181.824.387,1	20.527.367.279,8	20.248.880.043,9

2.2 Bilan Passif

	30 juin 2020	31 décembre 2019
	Net	Net
Bilan passif - en dirhams		
1 - Droits de l'Autorité Délégante (I)	12.698.909.174,1	12.906.353.715,3
Financement Fonds de Travaux	11.825.596.602,9	11.609.058.979,7
Amortissement Financement Fonds de Travaux	- 7.056.377.450,9	- 6.889.412.507,6
Financement Délégitaire	9.592.274.539,1	9.438.907.605,2
Amortissement Financement Délégitaire	- 5.471.862.075,1	- 5.257.455.128,8
Financement Tiers	6.992.194.633,6	6.886.993.562,7
Amortissement Financement Tiers	- 3.255.669.932,8	- 3.026.745.208,1
Fonds de retraite	72.752.857,3	145.006.412,3
Emprunts obligataires financement retraite - Principal	2.310.701.644,8	2.613.545.644,8
Dette de l'Autorité Délégante /CDG	- 2.310.701.644,8	- 2.613.545.644,8
Capitaux propres (A)		
Capital Social	800.000.000,0	800.000.000,0
dont Capital souscrit non appelé	-	-
Capital appelé versé	800.000.000,0	800.000.000,0
Primes d'émission, de fusion, d'apport	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserve légale	80.000.000,0	80.000.000,0
Autre Réserves	168.626.872,3	-
Report à nouveau	759.948.763,8	759.948.763,8
Résultat net en instance d'affectation	-	-
Résultat net de l'exercice	- 25.873.627,8	168.626.872,3
Total des capitaux propres (A)	1.782.702.008,4	1.808.575.636,2
Capitaux Propres Assimilés (B)	6.855.118,3	6.855.118,3
Subventions d'Investissement	6.855.118,3	6.855.118,3
Provisions réglementées	-	-
Comptes de liaison	-	-
Dettes de Financement (C)	1.065.086.485,9	1.108.155.061,1
Emprunts Obligataires	480.000.000,0	480.000.000,0
Emprunts Commerciaux	55.000.000,0	110.000.000,0
Dépôts de Garantie Clientèle	530.086.485,9	518.155.061,1
Provisions Durables pour Risques et Charges (D)		
Ecarts de conversion Passif (E)		
Augmentation des créances immobilisées	-	-
Diminution des dettes de financement	-	-
TOTAL I - FINANCEMENT PERMANENT (I + A + B + C + D + E)	15.553.552.786,7	15.829.939.530,9
II - PASSIF CIRCULANT (Hors Trésorerie)		
Dettes passif circulant (F)	3.516.932.431,0	3.798.895.159,7
Fournisseurs et Comptes rattachés	2.049.215.780,6	2.302.594.046,4
Clients créditeurs, Avances et Acomptes	274.806.210,6	198.120.671,1
Personnel	56.339.746,9	54.947.868,6
Organismes Sociaux	9.926.650,1	3.007.814,4
Etat	592.870.788,8	622.188.507,5
Comptes d'Associés Crédateurs	-	-
Fonds de Travaux	68.173.777,4	123.303.958,0
Autres Créanciers	79.250.104,0	141.596.198,6
Comptes de régularisation Passif	386.349.372,6	353.136.095,2
G - Autres Provisions pour Risques et Charges (G)	59.793.017,2	53.909.601,5
H - Ecarts de Conversion Passif Circulant (H)		4.633,7
TOTAL II - PASSIF CIRCULANT (F + G + H)	3.576.725.448,1	3.852.809.394,8
Trésorerie - Passif		
Crédits d'escompte	-	-
Crédits de Trésorerie	850.000.000,0	380.000.000,0
Banques (Soldes Crédateurs)	547.089.045,0	186.131.118,2
TOTAL III - TOTAL TRESORERIE PASSIF	1.397.089.045,0	566.131.118,2
TOTAL GENERAL PASSIF	20.527.367.279,8	20.248.880.043,9

2.3. Compte de Produits et de Charges (CPC)

Compte de produits et de charges - en dirhams	30 juin 2019	30 juin 2020
I - Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises (en l'etat)	3.103.323.951,5	2.940.839.725,4
Ventes de biens et services	490.024.190,4	440.718.267,6
Variation de stocks de produits		
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	57.021.172,0	51.434.521,0
Subventions d'exploitation		
Autres produits d'exploitation		
Reprises d'exploitation : Transfert de charges	34.987.967,7	37.112.233,4
Total I	3.685.357.281,4	3.470.104.747,4
II - Charges d'exploitation		
Achats revendus de marchandises	2.152.928.593,8	2.033.291.890,1
Achats consommés de matières et fournitures	496.309.801,8	473.052.173,1
Autres charges externes	147.710.555,5	144.409.738,8
Impôts et taxes	2.705.010,0	5.014.653,6
Charges de personnel	417.843.455,3	411.982.403,2
Autres charges d'exploitation	75.000,0	30.000,0
Dotations d'exploitation	341.854.295,7	412.082.242,6
Total II	3.559.426.712,2	3.479.863.101,4
III - Résultat d'exploitation III = I - II	125.930.569,2	- 9.758.353,9
IV - Produits financiers		
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés		
Gains de change	273.331,4	79.141,5
Intérêts et autres produits financiers	2.901.029,5	1.202.869,7
Reprises financières : transfert de charges	3.256.141,5	2.440.893,4
Total IV	6.430.502,4	3.722.904,6
V - Charges financières		
Charges d'intérêts	39.081.132,3	35.824.966,4
Perte de change	265.448,1	58.012,8
Autres charges financières	11.868,5	10.537,0
Dotations financières		
Total V	39.358.448,9	35.893.516,2
VI - Résultat financier VI = IV - V	- 32.927.946,5	- 32.170.611,6
VII - Résultat courant	93.002.622,7	- 41.928.965,6
VIII - Produits non courants		
Produits des cessions d'immobilisation	133.050,0	64.039,2
Subvention d'équilibre		
Reprises sur subvention d'investissement		
Autres produits non courant	27.943.821,7	64.123.269,9
Reprises non courantes: Transferts de charges		
Total VIII	28.076.871,7	64.187.309,1
IX - Charges non courantes		
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédés	11.337,1	268.787,5
Subvention accordées		
Autres charges non courantes	6.013.419,5	15.127.644,8
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions		
Total IX	6.024.756,6	15.396.432,3
X - Résultat non courant X = VIII - IX	22.052.115,1	48.790.876,8
XI - Résultat avant impôts XI = VII + X	115.054.737,9	6.861.911,2
XII - Impôts sur les résultats	46.029.855,8	32.735.539,0
XIII - Résultat net XIII = XI - XII	69.024.882,0	- 25.873.627,8
XIV Total des produits XIV = I + IV + VIII	3.719.864.655,5	3.538.014.961,1
XV Total des charges XV = II + V + IX + XII	3.650.839.773,5	3.563.888.588,9
XVI Résultat net XVI = XIV - XV	69.024.882,0	- 25.873.627,8

2.4 Etat des Soldes de Gestion (ESG)

Tableau de Formation des Résultats (TFR) - en dirhams		30 juin 2019	30 juin 2020
1	+ Ventes de fluides	3.103.323.951,5	2.940.839.725,4
2	- Achats de fluides	2.152.928.593,8	2.033.291.890,1
I	= Marge brute sur ventes en l'état	950.395.357,6	907.547.835,3
II	+ Production de l'exercice (3 + 4 + 5)	547.045.362,3	492.152.788,6
3	Ventes de biens et services produits	490.024.190,4	440.718.267,6
4	Variation de stocks		
5	Immobilisations produites	57.021.172,0	51.434.521,0
III	- Consommations de l'exercice (6 + 7)	644.020.357,4	617.461.911,8
6	Achats consommés de matières et de fournitures	496.309.801,8	473.052.173,1
7	Autres Charges externes	147.710.555,5	144.409.738,8
IV	= Valeur ajoutée (I + II - III)	853.420.362,6	782.238.712,0
8	+ Subventions d'exploitation reçues		
9	- Impôts et Taxes	2.705.010,0	5.014.653,6
10	- Charges de Personnel	417.843.455,3	411.982.403,2
V	= Excédent Brut d'exploitation (EBE)	432.871.897,3	365.241.655,2
	= Insuffisance Brute d'exploitation (IBE)		
11	+ Autres produits d'exploitation		
12	- Autres charges d'exploitation	75.000,0	30.000,0
13	+ Reprises d'exploitation : Transfert de Charges	34.987.967,7	37.112.233,4
14	- Dotations d'exploitation	341.854.295,7	412.082.242,6
VI	= Résultat d'exploitation	125.930.569,2	9.758.353,9
VII	Résultat financier	- 32.927.946,5	- 32.170.611,6
VIII	= Résultat courant	93.002.622,7	41.928.965,6
IX	Résultat non courant	22.052.115,1	48.790.876,8
15	- Impôts sur les sociétés	46.029.855,8	32.735.539,0
X	= Résultat net de l'exercice	69.024.882,0	25.873.627,8

Capacité d'AutoFinancement (CAF) - en dirhams		30 juin 2019	30 juin 2020
1	Résultat net de l'exercice	69.024.882,0	- 25.917.639,8
	+ Bénéfice	69.024.882,0	25.917.639,8
	- Perte		
2	+ Dotations d'exploitation	307.703.959,5	321.789.613,5
3	+ Dotations Financières		
4	+ Dotations non courantes		
5	- Reprises d'exploitation		
6	- Reprises financières		
7	- Reprises non courantes		
8	- Produits des cessions d'immobilisations	- 133.050,0	64.039,2
9	+ Valeurs nettes d'amort immobilisations cédées	11.337,1	268.787,5
I	= Capacité d'AutoFinancement (CAF)	376.607.128,6	296.076.722,0
10	Distribution de Bénéfices	196.000.000,0	
II	= Autofinancement	180.607.128,6	296.076.722,0

2.5 Tableau de Financement (TF)

Synthèse des masses du bilan - en dirhams			Variation (a - b)	
	31 décembre 2019	30 juin 2020	Emplois	Ressources
Financement permanent	15.829.939.530,9	15.553.552.786,7	276.386.744,2	-
Actif immobilisé	16.947.329.709,9	16.575.296.026,2	-	372.033.683,7
Fonds de Roulement Fonctionnel (A)	- 1.117.390.179,0	- 1.021.743.239,5		95.646.939,5
Actif circulant	3.106.015.258,6	3.817.303.953,8	711.288.695,1	-
Passif circulant	3.968.333.799,5	3.576.725.448,1	-	-
Besoin de Financement Global (B)	- 862.318.540,8	240.578.505,6	1.102.897.046,5	-
Trésorerie nette (A - B)	- 255.071.638,2	- 1.262.321.745,1	-	1.007.250.107,0

Emplois et ressources - en dirhams	31 décembre 2019		30 juin 2020	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I - Ressources stables de l'exercice				
Autofinancement (A)		606.803.035,6		296.120.734,0
Capacité d'autofinancement		802.803.035,6		296.120.734,0
Distribution de bénéfices	-	196.000.000,0		
Cession et réduction d'immobilisation (B)		215.002,5		225.672,9
Cession d'immobilisations incorporelles				
Cession d'immobilisations corporelles		215.002,5		
Cession d'immobilisations financières				64.039,2
Récupération sur créances immobilisées				161.633,7
Augmentation des capitaux propres assimilés (C)				
Augmentation du capital				
Augmentation des réserves				
Subventions d'Investissement				
Augmentation des dettes de financement (D)		61.799.668,4		22.764.632,8
Dépôts de garantie		61.799.668,4		22.764.632,8
Emprunt à long terme				
Total I - Ressources stables (A + B + C + D)		668.817.706,5		319.111.039,7
II - Emplois stables de l'exercice				
Acquisitions, augmentations d'immobilisations (E)	500.384.524,4		155.189.554,9	
Acquisition d'immobilisations corporelles	28.220.240,5		1.822.621,0	
Acquisition d'immobilisations incorporelles	472.119.543,8		153.366.933,9	
Augmentation d'immobilisations en cours	-			
Acquisition d'immobilisations financières	44.740,1			
Remboursement des capitaux propres (F)				
Remboursement des dettes de financement (G)	221.026.494,2		65.833.208,0	
Dépôts de garantie	31.026.494,2		10.833.208,0	
Emprunt à long terme	190.000.000,0		55.000.000,0	
Acquisitions d'immobilisations en non valeur (H)	16.579.442,5		2.441.337,3	
Total II - Emplois stables (E + F + G + H)	737.990.461,0		223.464.100,2	
III - Variation Besoin de Financement Global	-	240.733.873,9	1.102.897.046,5	
IV - Variation de la trésorerie	171.561.119	-		1.007.250.107,0
Total Général	909.551.580,5	909.551.580,5	1.326.361.146,6	1.326.361.146,6

2.6 Principales méthodes d'évaluation

Indication des méthodes d'évaluation appliquées par l'entreprise	
I - ACTIF IMMOBILISE	
A - Evaluation à l'entrée	
1 - Immobilisations en non valeurs	Les immobilisations en non valeurs sont comptabilisées conformément aux normes comptables. Elles figurent à l'actif pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements calculés selon la méthode linéaire au taux de 20%, sans prorata temporis.
2 - Immobilisations incorporelles	Les immobilisations incorporelles comprennent : - L'actif incorporel représentant le droit d'usage des biens de retour financés par Lydec. - Les logiciels et licences pour leur coût d'acquisition.
3 - Traitement comptable de la concession	Cette rubrique du bilan reprend, en contrepartie de la rubrique « droit de l'autorité concédante » figurant au passif du bilan, l'intégralité des biens de retour du domaine concédé, que ces biens soient mis en concession par le concédant, le concessionnaire ou par les tiers. Les biens de retour remis gratuitement en concession par le concédant ont été valorisés conformément au contrat de gestion délégué et ont été inscrits au bilan de Lydec.
Depuis 1997, la date d'entrée en vigueur de la concession de service public dont bénéficie Lydec, les immobilisations entrant dans le périmètre de cette concession sont traitées selon les dispositions de l'avis du CNC n°4 du 26 mai 2005, tel qu'adopté par l'Assemblée Plénière du CNC, et celles du Code Général de Normalisation Comptable (CGNC).	
Le traitement comptable de la concession se détaille comme suit :	
3.1 Actif immobilisé du domaine concédé	Selon le contrat de concession, ces biens sont remis au concédant gratuitement à la fin de la concession. Ainsi, conformément aux dispositions de l'avis du CNC et aux modalités pratiques d'application généralement retenues au Maroc, les biens de retour mis par le concessionnaire sont comptabilisés comme suit :
3.2 Biens de retour mis dans la concession par Lydec	Comptabilisation et amortissement de l'investissement réalisé par Lydec : - le montant des investissements réalisés par Lydec au titre des biens de retour est inscrit à la fois (i) en actif immobilisé du domaine concédé en contrepartie des droits de l'autorité déléguée et (ii) en immobilisation incorporelle au sein de l'actif « l'actif immobilisé du domaine privé » ; - les biens inscrits en actif immobilisé du domaine concédé (i) font l'objet d'un amortissement pour dépréciation (amortissement économique sur la durée de vie utile du bien) en contrepartie d'une réduction des droits de l'autorité déléguée, sans impact sur le résultat de Lydec. La durée d'amortissement économique est fixée contractuellement (en fonction de la nature des biens mis en concession) ; - l'immobilisation incorporelle qui figure dans l'actif immobilisé du domaine privé est amortie en totalité sur la durée résiduelle de la concession.
3.3 Biens de reprise mis en concession par Lydec	Les biens de reprise ne faisant pas partie du domaine concédé et apportés par Lydec sont comptabilisés comme des « biens propres », c'est-à-dire : - présentés au sein des immobilisations par nature (immobilisations corporelles) ; - amortis par la contrepartie du compte de résultat Lydec, selon leur durée de vie utile de ces biens.
4. Immobilisations corporelles	Les immobilisations corporelles du domaine privé comprennent à la fois des biens propres et les biens de reprise lorsque ceux-ci font l'objet d'une option de reprise contre indemnité. Ces immobilisations figurent à l'actif à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la base de la durée de vie de ces immobilisations.
5. Immobilisations financières	Les immobilisations financières représentent les prêts accordés au personnel, les dépôts et cautionnements ainsi que les titres de participation
B - Corrections de valeur:	
1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	N/A
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
II - Actif circulant (Hors trésorerie)	
A - Evaluation à l'entrée	
1 - Stocks	CUMP
2 - Créances	Valeur nominale
3 - Titres et valeurs de placement	Valeur nominale
B - Corrections de valeur	
1 - Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Antériorité et nature de l'actif circulant
2 - Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
III - Financement permanent	
1 - Méthodes de réévaluation	N/A
2 - Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	N/A
3 - Dettes de financement permanent	Valeur d'émission de l'emprunt
4 - Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	Evaluation individuelle du risque
5 - Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	
IV - Passif circulant (Hors trésorerie)	
1 - Dettes du passif circulant	Valeur nominale de la dette
2 - Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques & charges	Evaluation individuelle du risque
3 - Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises
V - Trésorerie	
1 - Trésorerie - actif	Valeur nominale
2 - Trésorerie - passif	Valeur nominale
3 - Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	N/A
VI - Ecoulement du chiffre d'affaires sur les ventes	
- Ventes de fluides	Chiffre d'affaires facturé au titre des consommations de l'exercice
- Ventes de travaux	Evaluation en fin de période de l'énergie en compteur non facturée Méthode "à l'avancement" des travaux
VII - Emprunts obligataires de l'Autorité Déléguée	
Méthode d'évaluation	Capital restant dû au titre des emprunts obligataires émis par Lydec pour le compte de l'autorité déléguée dans le cadre du financement de l'externalisation du régime de retraite du personnel statutaire.
VIII - Droits à révision économique	
	Les droits à révision économique sont comptabilisés après validation des montants par le Comité de Suivi et détermination de la date et des modalités de leur application (y compris l'effet rétroactif). Concernant les dossiers de révision 2011 et 2012, les parties au contrat de gestion déléguée ont acté le principe de traiter cette rétroactivité lors de la prochaine révision quinquennale.

2.7 Etat des dérogations

Indication des dérogations

Justification des dérogations

Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats

I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux
II - Dérogations aux principes des méthodes d'évaluation comptables fondamentaux
III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse

Néant

2.8 Etat des provisions

Nature	En dirhams	Montant début exercice	Dotations			Reprises			Montant fin d'exercice
			d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1 - Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé									
2 - Provisions réglementées									
3 - Provisions durables pour risques et charges									
Sous Total (A)									
4 - Provision pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)		428.732.866,09	83.391.502,91	-	-	10.628.520,86	-	-	501.495.848,1
5 - Autres Provisions pour risques et charges		53.909.601,46	6.901.126,23	-	-	1.017.710,54	-	-	59.793.017,2
6 - Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie		4.395.283,18	-	-	-	-	-	-	4.395.283,2
Sous Total (B)		487.037.750,73	90.292.629,1	-	-	11.646.231,40	-	-	565.684.148,5
Total (A + B)		487.037.750,73	90.292.629,1	-	-	11.646.231,40	-	-	565.684.148,5

2.9 Etat du Fonds de travaux

	31-déc-19	30-jui-20
Solde du compte Fonds de Travaux :	123.303.957,98	68.173.777,41

Fonctionnement du compte Fonds de Travaux

Lydec gère le compte Fonds de Travaux pour le compte et sous le contrôle de l'Autorité Déléguée, sans impact sur le résultat, situation nette et patrimoine du délégataire. Les ressources de ce compte sont constituées des frais de raccordement aux réseaux et contribuent au financement des infrastructures pour répondre aux enjeux majeurs de développement du Grand Casablanca. L'ensemble des ouvrages financés par le Fonds de Travaux sont propriété de l'Autorité Déléguée. Les modalités de fonctionnement du compte Fonds de Travaux sont définies dans l'annexe 11-3 du contrat de gestion déléguée. Cette annexe précise notamment la nature des opérations au crédit et au débit de ce compte.

Situation du Fonds de Travaux vis-à-vis de l'Administration Fiscale

- Par courrier en date du 30 juin 2014, l'Administration Fiscale demande la fiscalisation des ressources de ce Fonds et le dépôt de déclarations d'Impôt sur les sociétés et de TVA séparées, estimées par celle-ci respectivement à 488 Mdhs et 325 Mdhs sur la période 2009-2012. Lydec et l'Autorité déléguée, en coordination étroite avec l'Autorité de tutelle, la Direction des Régies et des Services Concedés du Ministère de l'Intérieur, ont fait valoir auprès de l'Administration Fiscale et au regard des spécificités du Fonds de Travaux le caractère non-assujettissable du Fonds de Travaux à cette imposition.
- En date du 8 août 2014, après avoir consulté toutes les parties prenantes au contrat de gestion déléguée, Lydec a adressé une lettre de réponse à la Direction Régionale des impôts dans laquelle elle apporte les arguments à l'appui de cette analyse.
- Une réunion a été tenue avec la DRI sur le sujet en date du 04 novembre 2014. A la suite de cette réunion, une dernière note reprenant et complétant les arguments développés à l'appui de la position de la Lydec et de l'Autorité Déléguée a été adressée à la DRI.
- Les échanges sont encourus entre l'Administration Fiscale et les parties prenantes au contrat de gestion déléguée.

2.10 Attestation des commissaires aux comptes



LYDEC S.A

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2020

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société LYDEC S.A., comprenant le bilan, le compte de produits et charges et une sélection des notes annexes les plus significatives relatifs à la période allant du 1er janvier au 30 juin 2020. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant MAD 1 789 557 126,72, compte tenu d'une perte nette de MAD 25 873 627,77 relève de la responsabilité des organes de gestion de la société LYDEC S.A. Cette situation intermédiaire a été arrêtée par le conseil d'administration le 17 septembre 2020, dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Au 30 juin 2020, les créances nettes vis-à-vis de la clientèle « Bidonvilles » s'élèvent à MMAD 162 HT et sont majoritairement antérieures à 2019. Selon le management, compte tenu de la difficulté de mettre en œuvre les actions de recouvrement prévues par le contrat de gestion déléguée, notamment la coupure, du fait des limitations définies par les autorités, une partie de cette créance sera recouvrée. L'autre partie de ces créances fait l'objet de discussions avec les Autorités, en particulier dans le cadre de la révision du Contrat de Gestion Déléguée, pour déterminer leurs modalités de recouvrement. A ce stade, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'issue de ces discussions et par conséquent sur le niveau de recouvrabilité de ces créances.

Sous réserve de l'incidence de la situation décrite au paragraphe ci-dessus et sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société arrêtés au 30 juin 2020, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant :

- Suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, Lydec se trouve au 30 juin 2020 avec une créance envers la CUC d'un montant net de MMAD 102 correspondant à la différence entre les cotisations perçues et les pensions versées. L'Avenant de la révision du Contrat de Gestion Déléguée en date du 11 mai 2009, précise que l'Autorité de tutelle procédera à la recherche de ressources auprès de l'Etat pour contribuer à l'apurement de cette situation et ce, en conformité avec les décisions des commissions techniques de suivi du 17 décembre 2003 et du 24 décembre 2004. Le comité de suivi du 28 février 2019 a arrêté le montant de cette créance à MMAD 100,5 à rembourser à travers un compte dédié dont le financement reste à définir.

Dans le même cadre, Lydec enregistre une créance nette envers l'Autorité Délégante d'un montant de MMAD 242 au 30 juin 2020, représentant les versements effectués à la CNRA, au titre du régime complémentaire de la retraite (RECORE) et visant à maintenir les pensions du personnel statutaire en départ à la retraite au même niveau que celui qui était garanti par la CCR. Le comité de suivi, réuni le 27 avril 2013, a reconnu la créance correspondant aux versements effectués à la CNRA et a arrêté son montant au 31 décembre 2016 à MMAD 106.

Casablanca, le 18 septembre 2020

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

Hicham DIOURI
 Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

Adnane LOUKILI
 Associé

3

Liste des communiqués de presse publiés par l'émetteur

Document publié	Date de publication	Support
Emission obligataire ordinaire par placement privé de la société Lydec d'un montant de 500 millions de dirhams	18/08/2020	JAL - lydec.ma
Alerte sur les résultats semestriels et annuels 2020	03/08/2020	JAL - lydec.ma
Indicateurs du deuxième trimestre 2020	03/08/2020	JAL - lydec.ma
Indicateurs du premier trimestre 2020	29/05/2020	JAL - lydec.ma

Contact analystes et investisseurs :

Jihane TAMIM - Responsable Relations Investisseurs - jihane.tamim@lydec.co.ma - 05 22 54 90 44

Contact médias :

Bouchra SABIB - Chargée des Relations Médias - bouchra.sabib@lydec.co.ma - 05 22 54 90 22